

Master recherche et professionnel Sciences de la Mer et du Littoral mention Economie Appliquée: Agriculture, Mer, Environnement

RNCP18417 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	210, 213, 122
Code(s) ROME	A1303, K2401, M1403, K2108
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Ministère chargé de l'agriculture

<http://www.agriculture.gouv.fr>

Université de Bretagne Occidentale - Brest

<http://www.univ-brest.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Les titulaires de ce diplôme sont des professionnels qui peuvent être chargés de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques relatives à l'agriculture, l'environnement, aux ressources marines ou au développement rural et littoral.

Ils peuvent participer activement à l'accompagnement des collectivités territoriales et des entreprises dans un contexte de prise en compte croissante de l'environnement dans la conduite des activités économiques, notamment dans le cadre des directives européennes relatives aux ressources naturelles et à l'environnement (Directive Cadre sur l'Eau, Natura 2000, Directive Habitats et Oiseaux...) ou de la mise en place de véritables stratégies en matière de gestion intégrée des zones côtières (par exemple à travers les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux – SAGE).

Ils peuvent également mener des activités de recherche dans des organismes publics (universités, instituts des pêches et de l'agriculture) ou privés (chambres consulaires, ONG, cabinets d'étude).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Afin d'assurer l'ensemble de ces activités le diplômé doit mobiliser les compétences ou capacités dans les domaines suivants :

- Dans le domaine de l'analyse économique des politiques publiques, il sait évaluer les conséquences des politiques et de leurs réformes sur les professionnels d'un secteur. Il est notamment capable de mesurer les conséquences économiques d'une modification de l'état du milieu (pollutions, espèces invasives, ...) sur le bien-être des acteurs privés et publics, et également évaluer les actifs non-marchands ou les politiques publiques affectant la gestion d'un territoire terrestre ou maritime.

- Dans le domaine de l'analyse économique des projets de développement, il sait conduire une analyse des marchés

européens et internationaux (notamment dans le secteur des produits agricoles, des produits de la mer, de l'environnement), mener une analyse de projets ou développement des travaux de prospectives. Il sait préparer les dossiers et défendre ces projets auprès des administrations qui gèrent ces politiques (syndicats agricoles, maritimes ou sectoriels français ou étrangers, lobbies, ONG dans les pays du Sud...). De manière générale, il est capable de mobiliser les outils de traitements quantitatifs et d'analyse appropriés : statistique et économétrie (initiation aux logiciels tels que SPSS, SAS...), analyse des données, modélisation bioéconomique.

- Dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur, il sait analyser, accompagner ou participer à la mise en place de projets d'aménagement des pêcheries (régulation de l'accès sous formes diverses, y compris dans le cadre des aires marines protégées), de programmes de gestion intégrée des zones côtières, de programme de développement régional en zone rurale. Il participe au développement des connaissances relatives au fonctionnement des secteurs agricole et halieutique (pêche, aquaculture) et des politiques associées.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ce professionnel peut exercer au sein d'organisations professionnelles, de lobbys ou ONG internationaux, d'établissements bancaires, d'assurances, d'industries ou de négoce. Il peut également exercer dans des administrations ou des organisations publiques ou parapubliques nationales en France ou à l'Etranger (ministères, services déconcentrés, offices sectoriels parapublics, fonction publique territoriale) ou internationales. Concernant le domaine de la recherche, il peut travailler dans des organisations internationales de développement (FAO, Nations Unies, Banque mondiale, OCDE...), des organismes de recherche (INRA, CIRAD, IFREMER...). Enfin, dans le domaine du consulting il peut travailler pour des organismes privés ou publics.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut exercer les métiers suivants :

- Chargé d'études économiques
- Chargé d'études environnement
- Attaché territorial et Attaché administratif des services déconcentrés, des ministères (après concours)
- Chercheur
- Enseignant-chercheur (après concours)
- Consultant

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 372 €
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	9 614

Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	19 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X93 — Chargés d'études socio-économiques N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Enseignants, Enseignants-chercheurs et professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

www.univ-brest.fr

<http://www.univ-brest.fr>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18417/>